DIAL 3543

COLOMBIE - Construction d'un cordon institutionnel pour contrer les mobilisations sociales d'après la pandémie

Daniel Libreros Caicedo

lundi 28 septembre 2020, mis en ligne par Dial

L'arrêt de la Cours suprême de justice (CSJ) du 4 août 2020 contre l'ancien président Álvaro Uribe, qui fait désormais l'objet d'une assignation à résidence, est venu fragiliser encore davantage le gouvernement d'Iván Duque et amorce une réorganisation des forces politiques parlementaires. Publié le 12 août 2020 sur le site Correspondencia de Prensa, cet article de Daniel Libreros Caicedo, enseignant-chercheur à l'Université nationale de Colombie et militant du Mouvement écosocialiste, analyse les évolutions en cours.

L'incapacité du gouvernement d'Iván Duque [en fonction depuis août 2018] à faire face à la pandémie de Covid-19 a provoqué un nombre alarmant d'infections et de décès. Les statistiques officielles elles-mêmes le confirment : « Ce jeudi 6 août, selon le dernier rapport de l'Institut national de la santé et du ministère de la santé, 11 996 nouveaux cas de coronavirus ont été signalés dans tout le pays et 315 personnes sont décédées. Cela porte le nombre total d'infections signalées aujourd'hui à 357 710, tandis que le nombre de cas nécessitant des soins est de 152 671 et le nombre de décès de 11 939 [1]. » Ces chiffres placent la Colombie, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), au neuvième rang en termes d'infections et au douzième rang en termes de décès dans le monde. L'effondrement du système de santé, marchandisé depuis le milieu des années 1990 selon les canons néolibéraux, est devenu évident.

À Bogota, la capitale du pays, où vivent environ 8 millions de personnes, les capacités des hôpitaux et des cliniques sont débordées depuis plusieurs semaines. La vice-présidente de la Fédération médicale colombienne, reconnaissant ce fait, a ajouté : « Le plus inquiétant est qu'il y a des patients ventilés et intubés dans les salles de réanimation qui attendent d'être dirigés vers une unité de soins intensifs [2]. » La situation est similaire dans le reste des capitales des départements. Dans les régions marginalisées, où les niveaux de pauvreté sont élevés, la majorité de la population est d'origine africaine (c'est le cas du département du Chocó, sur la côte Pacifique) ou indienne (c'est le cas de Leticia, capitale du département d'Amazonas) et continue d'être exclue des systèmes de couverture sanitaire [3]. Un autre point important de contagion sont les prisons, où la situation est aggravée par la surpopulation, qui s'explique en grande partie par des dispositions pénales conformes à un régime de terreur d'État.

« L'argent avant la vie ». Une politique économique en faveur des banquiers

Les chances que cette situation difficile change dans l'avenir immédiat sont minces. L'essentiel des ressources budgétaires destinées à la gestion de la crise sanitaire continue d'être acheminé par l'intermédiaire du crédit, et l'aide directe aux programmes de lutte contre la pandémie ne représente que

2,5% du PIB, ce qui est bien inférieur à la moyenne de la région [4]. La politique monétaire définie par la direction de la Banque centrale a donné la priorité à l'injection de liquidités dans le système financier en abaissant les taux d'intérêt, en réduisant les réserves légales obligatoires, en émettant de la monnaie pour acquérir des actions d'entreprises et des titres de la dette publique et pour effectuer des opérations de couverture de change en devises étrangères.

Ils ont exclu l'utilisation de réserves monétaires pour réaliser une émission monétaire publique afin de garantir des ressources pour les centres de santé et les entités chargées de la distribution de nourriture. Ils ont demandé à la place le crédit de 11 milliards de dollars, approuvé il y a plusieurs années par le Fonds monétaire international (FMI) et qui fait partie de la « ligne de crédit contingente » [ligne de crédit négociée en vue d'une crise exogène] conçue par cet organisme pour amortir la fuite des capitaux en période de récession.

Le message implicite dans l'élaboration de cette politique s'adresse à la technocratie internationale qui détermine la « gouvernance monétaire mondiale », en lui montrant que même dans les moments difficiles de la pandémie, le pouvoir impose une orthodoxie monétaire qui offre des garanties aux intermédiaires financiers. Cela témoigne aussi d'obéissance, à un moment où les contraintes du FMI obligent les gouvernements de la périphérie à absorber une partie des excédents de liquidités causés par l'émission excessive réalisées par les banques centrales des pays du centre pour leurs opérations de sauvetage interne. Dans le droit fil de cette contrainte impériale, le gouvernement colombien a défini une augmentation alarmante de la dette extérieure, la faisant passer de 50% du PIB à 60% à la fin de l'année en cours, la présentant comme une compensation nécessaire à la baisse de l'investissement étranger direct (IDE) provoquée par le blocage économique international.

Stabiliser les finances en appliquant les méthodes de l'orthodoxie monétaire et en abandonnant la majeure partie de la population à son propre sort, au milieu d'une crise sanitaire sans précédent, a été une décision gouvernementale qui a coûté et continuera de coûter de nombreuses vies. Nous assistons à un génocide caché dans l'enchevêtrement des discours de haut vol des défenseurs des « bienfaits du marché ».

À l'heure actuelle, et malgré le fait que la courbe épidémiologique continue de grimper, la pression des organisations patronales a réussi à mettre fin en grande partie au confinement, tandis que les hôpitaux et les centres de santé continuent d'être sous-équipés, le personnel de santé n'ayant pas reçu les équipements de protection individuelle [5] et les tests de dépistage continuent d'être insuffisants.

Dans le même temps, la paralysie économique accroît la pauvreté. Le Département national des statistiques (DANE) a reconnu qu'entre avril 2019 et avril 2020, le nombre de chômeurs a augmenté de 5,3 millions de personnes pour atteindre un chiffre de 20% de chômage officiel, soulignant le fait que le chômage des jeunes avait déjà atteint ce plafond avant l'arrivée des rumeurs de Covid-19. La pauvreté liée au travail informel, auquel la moitié de la population potentiellement apte au travail est condamnée, s'accroît également. Les projections réalisées à partir de l'« Enquête intégrée sur les ménages » du DANE conduite dans les 13 principales villes du pays indiquent que la pauvreté des informels « passerait de 18 à 32%, et l'extrême pauvreté de 4,5 à 16,7%… [6] ».

Pendant ce temps, le gouvernement ne se contente pas de limiter les dépenses sociales, mais légifère également en faveur des groupes financiers. Utilisant la justification des difficultés imposées par la pandémie, il a officialisé l'« état d'exception économique » qui lui permet de prendre des décrets ayant force de loi, par lesquels il autorise l'embauche de main-d'œuvre sur une base horaire, les « opérations de sauvetage » pour les grandes entreprises et la privatisation des actifs de l'État.

La fracture entre les décisions officielles et les besoins de la population accroît le discrédit du président et d'un système politique qui a besoin de la corruption pour se perpétuer, et dont les clientèles locales sont allées jusqu'à s'approprier une partie des ressources programmées pour l'aide alimentaire en pleine pandémie.

Un gouvernement accusé de l’assassinat systématique de dirigeants sociaux

Un élément central dans la gouvernance d’Iván Duque a été la militarisation de l’endiguement social. Il a placé à la tête des forces armées ceux qui ont appliqué durant la « guerre contre-insurrectionnelle » [7] une politique basée sur la thèse de « l’ennemi intérieur » qui a associé à l’affrontement avec les guérillas l’assassinat de dirigeants sociaux et les déplacements massifs de populations.

Durant la présidence Duque, l’armée a continué les mêmes pratiques. Il y a eu plusieurs cas documentés de bombardements et d’attaques contre la population civile non armée [8]. Cependant, la plus grande remise en question du comportement de l’armée durant cette période a été son rôle dans l’assassinat continu et systématique de leaders sociaux. Depuis la signature de l’accord de paix avec les FARC en novembre 2016 jusqu’au 15 juillet 2020, 971 leaders sociaux ont été assassinés dont 572 durant le gouvernement actuel [9]. Le contrôle politique dans les territoires ruraux où l’État n’était pas présent jusqu’à présent constitue la toile de fond de cette escalade criminelle. Cette lutte pour le contrôle politique implique des groupes qui se sont fragmentés et dispersés après la fin des négociations avec les paramilitaires durant le premier gouvernement d’Alvaro Uribe [10], préservant de la sorte leurs liens avec le trafic de drogue dans ce qui a été qualifié de narco-paramilitarisme, avec des hommes d’affaires liés à l’exploitation minière illégale et à la captation de rentes, et avec des détenteurs de terres de paysans déplacés, alliés à des politiciens locaux. Les leaders sociaux qui remettent en cause cet état de fait ont été systématiquement assassinés en toute impunité [11].

Dans certains cas, l’armée s’allie avec ces mafias locales et dans d’autres, elle laisse les attaques se produire en observant passivement. L’exemple du nord du département du Cauca où sont présentes des communautés indiennes qui sont organisées territorialement en réserves et ont joué un rôle de premier plan dans les récentes protestations sociales, est paradigmatique. C’est la région du pays où les statistiques officielles enregistrent le plus grand nombre d’assassinats de leaders sociaux, tout en ayant un nombre considérable de militaires sur le terrain. Piégée dans la tradition opérationnelle de « l’ennemi intérieur », cette passivité militaire révèle que les forces armées préfèrent le maintien du « statu quo » de la mafia locale à l’urgence politique sur le territoire des communautés en résistance. La solution à ce dilemme social doit partir précisément de l’option inverse, celle qui consiste à permettre à ces communautés de développer les réponses dont elles ont discuté collectivement.

La politique officielle à l’égard des cultivateurs de coca accroît les tensions sociales. Selon la thèse qui accuse les producteurs paysans d’être les acteurs déterminants du trafic de drogue, une thèse développée depuis l’administration Clinton, le gouvernement a autorisé la pulvérisation aérienne de glyphosate qui produit d’énormes dommages aux communautés, à la biodiversité et aux eaux environnantes. Cette décision s’inscrit dans le cadre de l’alignement inconditionnel sur la diplomatie de guerre de Trump. Le ministère colombien des affaires étrangères fonctionne comme une caisse de résonance des positions de la Maison-Blanche. Elle a joué un rôle de premier plan dans l’accompagnement de l’option politique de la droite vénézuélienne au point de compromettre la présence sur le terrain d’une délégation présidentielle lors de l’escarmouche pour le coup d’État mené et annoncé par Guaidó depuis la frontière début 2019. Le ministère est à la tête des propositions du « Groupe de Lima » [12]. Il garde un silence complice face au plan d’annexion de la Cisjordanie initié par Netanyahou [13]. Il maintient les bases militaires états-uniennes dans le pays et a autorisé, en janvier 2020, la présence d’une brigade mobile composée de 500 soldats de l’unité d’élite du Commandement Sud [de l’armée des États-Unis] qui mènent des activités communes avec l’armée colombienne sous le prétexte souvent répété de la lutte contre le trafic de drogue [14].

En autorisant la pulvérisation aérienne de glyphosate, le gouvernement a ignoré l’un des points convenus lors des négociations de La Havane, ce qui confirme la décision de mettre en œuvre une politique opposée aux accords de paix. Cette politique a toléré l’assassinat de 200 anciens combattants des FARC réintégrés ; elle a refusé le transfert de ressources budgétaires et l’exécution de plans d’investissement dans des domaines définis à cet effet. Parallèlement, une tentative a été faite au Congrès pour réformer la

Juridiction spéciale pour la paix (JEP), l'organe responsable de la justice transitionnelle, et limiter encore davantage les fonctions actuelles de la Commission de la vérité et du Centre de mémoire historique, conçus pour apporter une réparation morale aux victimes et pour révéler la responsabilité des auteurs des exactions. Cette action présidentielle est liée à la décision du parti au pouvoir, le Centre démocratique (CD), dirigé par Álvaro Uribe, de prolonger l'impunité. De nombreux membres de ce parti ont été accusés d'appartenir au paramilitarisme ou de passer des alliances avec lui. La position défendue est celle des personnes impliquées dans les exactions.

L'arrestation d'Alvaro Uribe et la proposition d'un nouveau « pacte historique »

Alors que le gouvernement Duque soufre de discrédit, la Cour suprême de justice (CSJ) a rendu un arrêt contre Álvaro Uribe le 4 août 2020. Ce décret fait référence à un débat au Congrès, en septembre 2014, lorsque le sénateur Iván Cepeda du Polo Democrático Alternativo, qui défend les victimes dans les organisations de défense des droits humains depuis des décennies, lui a rappelé ses liens avec le paramilitarisme. Álvaro Uribe a réagi en dénonçant Iván Cepeda à la CSJ pour diffamation et pour avoir manipulé des témoins. En 2018, la Cour suprême a non seulement acquitté Iván Cepeda, mais a également ouvert une enquête contre Uribe, qui s'est terminée par la récente décision d'ouvrir une procédure judiciaire contre lui, avec assignation à résidence.

Paradoxalement, il s'agit d'une des procédures les moins graves dans lesquelles Uribe est impliqué. Des centaines d'accusations concernant ses relations avec le trafic de drogue et le paramilitarisme et ses actions criminelles dorment sur les étagères de la Commission des accusations du Congrès. La chambre de justice et de paix du tribunal de Medellín a ordonné au bureau du procureur général d'enquêter sur Uribe pour sa responsabilité dans le massacre d'El Aro, une municipalité d'Antioquia, lors duquel 15 personnes ont été tuées en octobre 1997 alors qu'il était gouverneur d'Antioquia [15]. Santiago Uribe, frère de l'ancien président, est détenu et poursuivi pour avoir fait partie d'un groupe paramilitaire d'origine familiale appelé les « douze apôtres ». Le pouvoir qu'a su concentrer ce personnage, issu du « monde souterrain » des clans mafieux locaux et projeté au niveau national comme point de référence pour l'affrontement réussi contre les guérillas, empêchait son inculpation. Mais aujourd'hui, le conflit armé intérieur n'est plus une priorité de l'agenda politique.

L'assignation à résidence d'Alvaro Uribe ne signifie pas la fin de l'option politique représentée par le Centre démocratique et ses alliés. Ils continuent à contrôler le gouvernement et d'importants segments du pouvoir local. Cependant, ils ne disposent pas de la somme des forces nécessaires pour changer la situation définie par l'arrêt de la CSJ. Les proclamations des parlementaires de la CD, une fois connue la nouvelle de l'arrestation d'Uribe, réclamant la convocation d'une Assemblée constituante fermée, dont le seul objectif aurait été de liquider les hautes cours de justice de manière à se venger de l'arrestation d'Uribe, sont tombées dans le vide. Aucun des partis politiques qui représentent le système, ni les corporations d'entreprises n'ont soutenu cette proposition.

D'un autre côté, Humberto de la Calle, un homme politique de tradition libérale qui a mené les négociations à La Havane au nom du gouvernement de Juan Manuel Santos [16], a lancé l'idée d'entamer une discussion sur la conception d'une plate-forme programmatique qui permettrait la formation d'une « coalition de centre-gauche pour l'élection présidentielle de 2022 », avec l'engagement qu'une éventuelle victoire électorale ferait place à un gouvernement de coalition. « Non pas dans le vieux style de toujours : l'élu n'en fait qu'à sa tête et dirige le gouvernement comme il l'entend. Pour moi, je l'entends de la sorte : ceux qui composent la coalition gouverneront ensemble, c'est-à-dire de manière claire et sans tromperie. Et à la fin, et seulement à la fin, seront établies les règles de sélection du candidat. Disons que c'est une proposition à l'européenne et non à l'américaine… [17] » Les mobilisations sociales qui peuvent survenir dans la période post-pandémique sont au cœur des préoccupations de cette proclamation unitaire. De la Calle lui-même ajoute : « Le chômage, la pauvreté et la corruption constitueront un contexte assez difficile qui nécessitera la défense des institutions contre toute tentative populiste… [18] »

Le message est clair, il s'agit de concevoir un cordon institutionnel face aux futures explosions sociales. Avec quelles forces politiques un tel accord serait-il conclu ? De la Calle ne laisse aucun doute à ce sujet ; depuis quelque temps, il insiste sur l'unification des forces politiques qui ont défendu les accords de paix. Juan Manuel Santos et la faction politique qui l'accompagne ont l'initiative dans ce domaine. Ils apparaissent devant « l'opinion publique » comme le contraire de l'uribisme. Ils ont la reconnaissance de la « communauté internationale » et surtout, ils ont le consentement des élites qui savent qu'une telle politique ne met pas en danger le fonctionnement du système politique. En fait, De la Calle officie comme l'un de leurs porte-parole [19].

La polarisation entre les partisans et les opposants à la paix, qui a divisé le pays sur le plan électoral lors de l'appel au plébiscite d'approbation, qui a été rejeté de justesse, le 2 octobre 2016, refait surface. Mais maintenant avec d'autres caractéristiques. La CD doit agir dans un contexte difficile, avec le procès et l'arrestation d'Uribe, avec un gouvernement épuisé qui s'engage à mettre en œuvre des plans d'ajustement. Au contraire, le pacte politique alternatif propose une relève et recherche un consensus même avec les organisations sociales.

La gauche qui dispose d'une représentation parlementaire a accepté ce type d'alliance avec la justification d'isoler l'uribisme. Gustavo Petro [20], qui, au nom d'une coalition de gauche, a obtenu le deuxième score lors des dernières élections présidentielles, l'a déjà fait. Sur son compte Twitter personnel, il a écrit : « Mon cher @DeLaCalleHum, j'ai lu votre proposition et je vous suggère de lire la mienne sur un pacte historique. Les deux ont le même objet. Je dois donc vous dire que j'accepte votre proposition. [21] »

Ce pari politique est conditionné par une incertitude, notamment en ce qui concerne les défis que la mobilisation sociale posera dans la période post-pandémique. Il est possible que cette mobilisation prenne un cours radical qui remette en question un régime politique excluant et antidémocratique couvert par une institutionnalité précaire, tout comme il se peut qu'elle ne le remette pas en question.

À l'inverse, une stratégie anticapitaliste doit parier sur le renforcement de l'unité et de la projection politique de « ceux d'en bas » au-delà des limites d'une « démocratie représentative » définie par « ceux d'en haut ». Elle doit tenter de démontrer que ce qui se passe dans le pays fait partie d'une crise capitaliste mondiale qui a mis la survie de l'humanité en suspens. Réduire ce dilemme de civilisation à l'hypothèse d'une victoire électorale, soutenue par des secteurs de la politique traditionnelle corrompue et par des fractions des classes dominantes, reviendrait à désarmer les forces sociales qui ont un besoin urgent de transformer le « statu quo » actuel. C'est, par définition, accepter la défaite à l'avance.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3543.
– Traduction rédaction À l'encontre. Traduction ponctuellement modifiée par Dial.
– Source (français) : À l'encontre, 15 août 2020.
– Texte original (espagnol) : Correspondancia de prensa, 12 août 2020.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, les traducteurs, la source française originale (À l'encontre - https://alencontre.org) et l'une des adresses internet de l'article.

Notes

[1] « Coronavirus en Colombia : nuevo récord de casos con 11.996 », revue *Semana*, 6 août 2020. https://www.semana.com/vidamoderna/articulo/coronavirus-en-colombia-6-de-agosto-ins-identifico-11996-casos-nuevos/692493).

[2] Déclarations de Carolina Corcho, vice-présidente de la Fédération médicale colombienne : « Médicos : "Solución está en diagnósticos y no en más UCI" », *El Tiempo*, 23 juillet 2020.

https://www.eltiempo.com/bogota/coronavirus-en-bogota-medicos-solucion-esta-en-diagnosticos-y-no-en-mas-uci-521100.

[3] Les évêques catholiques de l'Amazonie ont envoyé un message d'avertissement lorsque les premiers foyers de la pandémie sont apparus, faisant allusion à un possible ethnocide, « si le nombre de personnes infectées et tuées continue de croître, nous serions tout proche d'un ethnocide indien causé par la pandémie… », ont-ils déclaré, appelant en même temps le gouvernement à repenser le système de santé de ces territoires de la périphérie colombienne (« Si siguen los contagios llegaríamos a un etnocidio », *El Espectador*, 2 mai 2020.

[4] Rapport sur l'impact économique en Amérique latine et dans les Caraïbes de la maladie causée par le coronavirus (COVID-19), https://www.cepal.org/es/publicaciones/45602-informe-impacto-economico-america-latina-caribe-la-enfermedad-coronavirus-covid.

[5] Début juillet, le Bureau du contrôleur général de la République a mené une enquête sur la situation de ces personnels dans tout le pays pendant la pandémie. Les résultats sont éloquents : « 45 % des personnes interrogées ont déclaré que l'hôpital ou la clinique où elles travaillent a modifié leurs conditions de travail […] Un fait alarmant de l'enquête est que 47% des agents de la santé ont dû investir leurs propres ressources pour acquérir un équipement de protection individuelle » (« Encuesta revela precarias condiciones laborales del personal médico », *El Tiempo*, 4 juillet 2020. https://www.eltiempo.com/justicia/servicios/coronavirus-encuesta-revela-las-precarias-condiciones-laborales-del-personal-medico-en-colombia-514272.

[6] Roberto Sánchez Torres et Sergio Chaparro, « La COVID-19 disparará la pobreza : ¿qué puede hacer el Gobierno ? », Razón Pública, 11 mai 2020. Insistant sur les données concernant l'extrême pauvreté, ils ajoutent : « Cette dernière signifie qu'un sixième de la population finirait par avoir un revenu tellement modeste qu'il ne suffirait même plus même pour se nourrir… »

[7] Entre autres contre les FARC – note À l'encontre.

[8] C'est le cas des bombardements aveugles effectués par l'armée à Caquetá en août 2019 qui ont coûté la vie à 18 enfants (« Cifra de menores que murieron tras bombardeo en Caquetá ascendería a 18, según testigos », https://www.wradio.com.co/noticias/actualidad/cifra-de-menores-que-murieron-tras-bombardeo-en-caqueta-ascenderia-a-18-segun-testigos/20191112/nota/3977643.aspx).

[9] Indepaz, Rapport du 5 août 2020. http://www.indepaz.org.co/category/informes/.

[10] Président de 2002 à 2010 – note À l'encontre.

[11] Dans 90% des cas, aucune condamnation judiciaire n'a été prononcée d'après le rapport « Cuáles son los Patrones : Asesinatos de líderes sociales en el post-acuerdo » [Qui sont les patrons : Assassinats de leaders sociaux dans la période qui a suivi les accords de paix] élaboré par Somos Defensores, le CINEP, l'Université nationale de Colombie, la Commission colombienne de juristes et le portail web « Verdad Abierta », octobre 2018. https://www.cinep.org.co/publicaciones/PDFS/20181202_cuales_son_los_patrones.pdf.

[12] Rassemblement de gouvernements soutenant l'opposant vénézuélien Juan Guaidó – NdT.

[13] Les excuses du ministère colombien des affaires étrangères dans cette affaire frisent le cynisme : « La Colombie n'est pas actuellement membre du Conseil de sécurité et n'a donc pas participé à ce débat… », a-t-il déclaré en référence aux discussions aux Nations unies dans lesquelles le binôme Netanyahu/Trump s'est retrouvé isolé. « El silencio de Colombia ante la anexión ilegal israelí de

territorios palestinos » [Le silence de la Colombie face à l'annexion illégale des territoires palestiniens par Israël]. https://www.aa.com.tr/es/mundo/el-silencio-de-colombiaante-la-anexi%C3%B3n-ilegal-israel%C3%AD-de-territorios-palestinos/1909396.

[14] Voir en espagnol : https://www.eltiempo.com/justicia/servicios/llegan-a-colombia-los-militares-de-ee-uu-para-realizar-ejercicio-conjunto-454890.

[15] Salvatore Mancuso lui-même, dans des déclarations faites des prisons états-uniennes lorsqu'il a reconnu sa responsabilité dans ce massacre perpétré par 200 paramilitaires associés à des militaires de la Quatrième Brigade, a accepté aussi la responsabilité politique d'Uribe Vélez pour ce fait.

[16] Juan Manuel Santos a été président d'août 2010 à août 2018, succédant ainsi à Àlvaro Uribe – NdT.

[17] « Es posible una coalición de centro izquierda para las presidenciales del 2022 ? », *El Espectador*, 4 juillet 2020, https://www.elespectador.com/noticias/politica/la-propuesta-de-humberto-de-la-calle-para-una-coalicion-de-centroizquierda-para-2022/.

[18] Entretien vidéo réalisé par la revue *Semana*. https://www.semana.com/semana-tv/semana-noticias/multimedia/a-gustavo-petro-hay-que-derrotarlo-en-las-urnas-humberto-de-la-calle/691104.

[19] Juan Manuel Santos lui-même a déclaré à plusieurs reprises que les mobilisations et les marches que le pays a connues à la fin de l'année 2019 et au début de 2020 vont « être multipliées par cinq »…

[20] Ancien maire de Bogotá et sénateur – NdT.

[21] « Petro "acepta" la propuesta de Humberto de la Calle sobre una coalición de centroizquierda », ABC Política, 27 juillet 2020, https://www.abcpolitica.com/petro-acepta-la-propuesta-de-humberto-de-la-calle-sobre-una-coalicion-de-centroizquierda/.